

"Un Wolfgang Schüssel plutôt optimiste reçoit critiques et encouragement des députés européens" dans Bulletin Quotidien Europe (19 janvier 2006)

Légende: Le 18 janvier 2006, le Bulletin Quotidien Europe, publié à Bruxelles par l'Agence Europe, commente la présentation par le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel devant le Parlement européen du programme de la présidence autrichienne du Conseil de l'Union européenne.

Source: Bulletin Quotidien Europe. 19.01.2006. Bruxelles: Agence Europe S.A.

Copyright: (c) Agence Europe S.A.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"un_wolfgang_schussel_plutot_optimiste_recoit_critiques_et_encouragement_des_deputes_europeens"_dans_bulletin_quotidien_europe_19_janvier_2006-fr-2ef32a4c-e87f-43ee-bfa8-624c47180880.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Un Wolfgang Schüssel plutôt optimiste reçoit critiques et encouragement des députés européens – Regagner la confiance des citoyens, s’attaquer aux problèmes de l’emploi, de la croissance, de l’énergie (Strasbourg, 18 janvier 2006)

(Agence Europe) – Le débat sur le programme du semestre de Présidence autrichienne du Conseil de l’UE, le 18 janvier au Parlement européen, a été marqué, comme chaque début de présidence, par des interventions mêlant critiques (parfois virulentes) et incitations, avec des allusions à la présidence précédente, souvent peu flatteuses (vous n’avez qu’à suivre une recette, ne faites pas comme Tony Blair, a dit un député à Wolfgang Schüssel).

Aucune institution ne représente aussi visiblement que le Parlement européen la richesse et la diversité du «*populus europeus*», ainsi que la force de la «*nouvelle Europe*», a constaté d’emblée le Chancelier Schüssel, en présentant le programme de sa présidence. Pourtant, malgré cette force, les citoyens sont sceptiques, et pour M. Schüssel une des tâches principales de sa présidence est de retrouver leur confiance, mais aussi de rétablir la confiance entre les institutions et entre les Etats (voir aussi EUROPE N° 9105). «*Travailler la main dans la main*», voici ma devise, affirme le chancelier, mais aussi discuter et poser les bonnes questions, car, comme l’a dit un physicien autrichien, «*l’important, c’est la question*». Aux questions que se posaient déjà les citoyens et qui devront être abordées au Sommet de printemps, l’actualité en a ajouté une, et de taille, celle de la sécurité de l’approvisionnement énergétique. Un thème qu’il faut obligatoirement aborder ensemble, sans chercher des solutions à court terme, souligne M. Schüssel, applaudi à plusieurs reprises par les députés, et en insistant sur la recherche de nouvelles sources d’énergie. Mon pays a fait un choix qui exclut le nucléaire, et je vais m’y tenir, a-t-il précisé, mais chaque pays doit avoir le droit de faire son propre choix. Le deuxième grand thème du Sommet de printemps sera la croissance et l’emploi, et, si l’Union ne peut pas créer elle-même des emplois, elle peut et doit créer les conditions favorables, en encourageant notamment les PME qui sont, pour M. Schüssel, «*la seule véritable machine de création d’emplois*» de l’Union. Aucune discussion sur ces thèmes ne peut être fructueuse sans la participation active des partenaires sociaux, en particulier en ce qui concerne la directive sur les services, avec la difficile recherche de l’indispensable équilibre entre libéralisation et protection. Dans le débat sur la croissance, n’ignorons pas le potentiel de croissance que représente un élargissement «*réalisé intelligemment et de la bonne façon*», a affirmé par ailleurs M. Schüssel. Le fil rouge qui sous-tend toutes ces discussions est l’accord à réaliser sur les perspectives financières, et M. Schüssel, tout en rappelant les contraintes budgétaires de chaque pays, insiste sur la nécessité de renforcer le financement propre de l’Union. Ce n’est peut-être pas très populaire, mais je dois quand même dire, ajoute-t-il, qu’il est «*absurde que des spéculations financières à court terme échappent au fisc*» (c’est un sujet qu’une Europe forte ne devrait pas avoir peur d’affronter), ou que Monsieur Solana et Mme Ferrero-Waldner «*soient obligés de se promener le chapeau dans la main à la recherche d’argent pour des missions de paix*», lance M. Schüssel, qui plaide aussi pour des contrôles plus stricts de l’utilisation de l’argent communautaire et pour une plus grande transparence des décisions.

L’autre grand sujet de cette Présidence est la Constitution, et le débat ne devrait être ni élitaire ni rhétorique, car il en va de l’identité européenne, de ce qui maintient les Européens ensemble, de la juste division du travail, de la subsidiarité, qui doit devenir une réalité vivante, a affirmé M. Schüssel, ajoutant, à propos de la subsidiarité: «*Seuls ceux qui sont en mesure de lâcher quelque chose peuvent avoir les mains libres*». Wolfgang Schüssel plaide aussi pour une Europe visible à l’intérieur de ses frontières mais aussi à la périphérie. Nous devons oser affirmer «offensivement et fièrement» la valeur de notre «way of life» européenne, et j’attaque notre travail commun avec joie, conclut-il sur une note résolue d’optimisme.

Optimisme que veut partager le Président de la Commission, José Manuel Barroso. Les conditions sont là, estime-t-il, en rappelant la stratégie révisée de Lisbonne et la volonté de mener à bien les réformes structurelles qui doit être réaffirmée au Sommet de printemps. M. Barroso se réjouit de la volonté de la Présidence autrichienne de poursuivre le travail sur la directive sur les services, directive qui devra tenir compte de la nature spécifique des services d’intérêt général. Leçons de la rupture de distribution de gaz, croissance durable, action extérieure, relations avec nos voisins: voici les autres grands thèmes à l’agenda des prochains six mois. En ce qui concerne les relations avec l’extérieur, M. Barroso a annoncé qu’il visitera la région des Balkans dans les mois à venir et demandé que l’Union assume davantage de responsabilité en

ce qui concerne le Kosovo. Sortons l'Europe de cette grisaille, conclut le président de la Commission: comme le dit M. Schüssel, l'Europe n'est pas monochrome mais riche en couleurs.

Confiance des citoyens, ouverture et protection dans le cadre de la directive sur les services, soutien aux PME, progrès sur la Constitution: le président du groupe PPE/DE, Hans-Gert Pöttering, est entièrement d'accord avec les principaux objectifs de la Présidence autrichienne. Et il ajoute: même si l'Europe n'est pas à elle seule la réponse à tous les défis, il n'y a pas de réponse sans Europe, une Europe qui ne doit pas être celle des intérêts nationaux ou des grands pays, mais celle de tous ses membres. En écoutant M. Schüssel, commente à son tour Martin Schulz, président du groupe socialiste, on a l'impression que *«exercer la présidence de l'Union est une tâche amusante (...), mais vous allez voir, l'apparence trompe»*. A propos des perspectives financières et du rabais britannique, M. Schulz ironise: *«lorsqu'on écoute Tony Blair, on a l'impression de devoir lui donner le Prix Nobel pour avoir réinventé le théorème de Pythagore, lorsqu'il affirme que le ralentissement d'une augmentation est en fait une réduction ...»*. En s'adressant à la fois au Conseil et à la Commission, M. Schulz cite enfin Osmin (en d'autres mots, le Parlement européen) qui, dans *«L'enlèvement du sérail»*, chante *«je connais vos trucs et vos ruses (...) mais moi aussi, je ne suis pas dépourvu de raison...»*. Avant de se dire d'accord sur la volonté d'optimisme de la présidence; *«il faut moins de noir et de gris dans l'Union, mais plus de rouge...»*.

Graham Watson, président du groupe ALDE, a été à la fois critique et encourageant, en commençant par rabrouer le Conseil européen pour son paquet sur les perspectives financières: Erasme est un grand succès, et voilà que vous coupez les crédits destinés aux jeunes, Airbus est un *«triomphe de l'initiative commune»*, et vous réduisez les dépenses de R&D en empêchant de *«le répéter»*. Le libéral démocrate britannique a incité le Chancelier Schüssel à ne pas se sentir menacé par les arrêts de la Cour de justice européenne (voir EUROPE N° 9109), à ne pas prolonger les arrangements transitoires qui empêchent la libre circulation des travailleurs des nouveaux Etats membres, à œuvrer afin que l'Observatoire de Vienne sur le racisme et la xénophobie devienne enfin une véritable Agence européenne des droits fondamentaux (c'est un Autrichien, Simon Wiesenthal, qui avait dit que la liberté *«n'est pas un cadeau du ciel, mais qu'il faut se battre pour elle tous les jours»*, a-t-il rappelé). Plus virulent, le coprésident du groupe Vert/ALE, Daniel Cohn-Bendit, a demandé au Chancelier Schüssel: *«dites enfin ce que vous voulez, vous, pas ce que veulent les autres»*. En notant que *«selon mon ami Albert Einstein, ce qui compte dans les questions justes, c'est ce que l'on tait»*, le Vert allemand a reproché au Président du Conseil européen son silence sur le principe du pays d'origine dans la directives «services», sur les défaillances des systèmes d'éducation allemand et autrichien qui ne garantissent pas l'égalité (*«ce n'est pas Cohn-Bendit qui le dit, c'est la néolibérale OCDE»*, a-t-il lancé). Quant à la *«way of life»* européenne, M. Cohn-Bendit s'est écrié: êtes-vous prêt à vous battre pour empêcher sur le sol européen des comportements contraires à cette «way of life», comme celui de la CIA?Francis Wurtz, président du groupe GUE/NGL, a reconnu à Wolfgang Schüssel le mérite d'avoir entamé sa présidence *«avec plus de modestie»* que Tony Blair: *«vous héritez d'un champ de mines»*, a-t-il dit à M. Schüssel, en citant notamment la directive sur les services portuaires et les perspectives financières. Nous attendons de vous des *«actes concrets»*, a affirmé le communiste français, en demandant à la Présidence autrichienne le «retrait définitif du projet de directive sur les services». Selon *«certaines indiscretions, à Hampton Court vous avez dit de cette directive que« nous n'arriverons pas à la sauver, il faut la retirer » »*, a noté M. Wurtz. La coprésidente du groupe UEN, Cristiana Muscardini, a insisté pour sa part sur la relance de la politique économique et de la politique étrangère européenne, et s'est félicitée de la volonté de la Présidence autrichienne de *«rouvrir la route au traité constitutionnel»*, tout en estimant que le texte devrait être rendu plus *«mince et réalisable»*. Tout autre son de cloche chez Roger Knapman, membre britannique du groupe Indépendance et démocratie, qui a reproché à Wolfgang Schüssel son *«dédain pour la démocratie»* pour vouloir sauver la Constitution européenne. M. Knapman a répété par ailleurs le refrain habituel des élus du UK Independence Party: l'Europe est devenue un *«club très, très cher»*.

Lapidaire, le libéral britannique Andrew Duff commente, en ce qui concerne la Constitution: M. Sarkozy veut une Constitution *«concentrée»*, Mme Merkel souhaite un protocole social, MM. Juncker et Verhofstadt sont pour une renégociation, M. Bot affirme que le projet est fini, M. Blair *«maintient un silence profond sur toute l'affaire»*, lequel d'entre eux peut bien avoir raison? *«J'aurais pu être Autrichien»*, a déclaré à son tour le socialiste français (et Breton) Bernard Poinant, si le mariage de Maximilien d'Autriche avec la fille du duc de Bretagne avait duré. Avant d'exhorter le Chancelier Schüssel à se méfier du Parlement: *«il est en*

construction, donc il se rebelle (...), il faut lui donner un peu d'argent». Cet argent, dit M. Poignant, je voudrais le voir dans la rubrique de la citoyenneté, la jeunesse, la culture. Démocratie, droits de l'homme, paix: ces domaines, affirme le Polonais Bronislaw Geremek (ALDE), sont au centre des préoccupations dans nos relations avec l'Iran, la Russie et la Chine et sur ces points, il faut être unis. Son compatriote, Jacek Saryusz Wolski (PPE/DE), a eu des mots durs pour la Présidence autrichienne: «vous faites partie du club des avarés», affirme-t-il, en dénonçant également le prolongement de la part de l'Autriche des restrictions à la libre-circulation des travailleurs des nouveaux Etats membres. Tout autre ton de la part de l'Autrichienne Ursula Stenzel (PPE/DE), qui quitte le Parlement pour devenir maire d'un arrondissement de Vienne: je suis convaincue, cher Wolfgang, a-t-elle dit, que, malgré l'ampleur de la tâche, tu réussiras à avancer sur les perspectives financières.

Beaucoup de députés autrichiens sont intervenus dans le débat: entre autres, l'élu de l'ÖVP Othmar Karas a encouragé la présidence dans son effort de transparence et le non inscrit Hans-Peter Martin l'a fait aussi, mais de manière bien plus agressive (l'élu sur sa liste Karin Resetarits s'est, elle, adressé à Wolfgang Schüssel «comme si vous étiez Jupiter», pour lui demander de mieux démontrer l'attachement à sa «bien-aimée Europe»). Le social-démocrate Hannes Swoboda a demandé à la présidence de mieux expliquer les bénéfices de l'élargissement de l'Union, alors que l'élu du FPÖ Andreas Mölzer (non inscrit) s'est demandé «pourquoi l'Anatolie islamiste doit faire partie de l'Europe». En cette année, on parle beaucoup de Mozart, mais on pourrait parler plus utilement d'un autre Autrichien, Sigmund Freud, qui nous a appris des choses sur le «complexe d'infériorité, les frustrations, le narcissisme» (dans ce cas, du Conseil), a lancé la social-démocrate Maria Berger. Le Vert Johannes Voggenhuber s'en est pris, lui, à «la leçon d'harmonie» que veut donner la Présidence autrichienne, en estimant que sa «Flûte magique» (la conférence de Salzbourg sur «Le son de l'Europe») ne cache pas le fracas de la crise (en passant, M. Voggenhuber a noté que la Présidence luxembourgeoise s'était achevée avec «un grand, presque désespéré, discours» de Jean-Claude Juncker, alors que la Présidence britannique avait commencé par un «grand, démagogique discours» de Tony Blair).

Du côté eurosceptique, le membre français du groupe IND/DEM Patrick Louis a rendu hommage à M. Schüssel pour sa «lucidité» lorsqu'il a dénoncé le pouvoir excessif de la Cour de justice européenne: la Cour interprète les traités en «outrepasant le droit», a-t-il estimé, en demandant que le Parlement européen «redéfinisse le rôle de la Cour». Dans le même groupe, l'élu de la Lega Nord Mario Borghesio a fustigé les Etats en plaidant pour l'Europe «des peuples et des régions»: «Trieste, ville symbole, devrait être la capitale européenne des régions», a-t-il affirmé. L'élu de Forza Italia Antonio Tajani s'est insurgé contre les «attaques internes» contre l'Union et les attaques extérieures (notamment le terrorisme), alors que dans le même groupe (PPE-DE), la Française Françoise Grossetête a demandé à la Présidence de ne pas oublier des dossiers importants comme celui des médicaments pédiatriques (un dossier qui a une «valeur ajoutée européenne», a-t-elle souligné), et à être concrète plutôt que de se laisser aller à des «envolées lyriques». Essayons, pour le Sommet de printemps, le «new deal» sur une «stratégie commune de croissance» proposée par le Parti des Socialistes Européens, a plaidé le président du Parti Poul Nyrup Rasmussen, qui a conclu: si nous y arrivons, et nous le pouvons, nous n'entendrons pas seulement «le son de l'Europe, mais aussi le son des gens en Europe», et «alors nous pourrions reparler de la Constitution».

«Nous allons nous entre-tuer» lors des prochaines négociations budgétaires si l'UE n'aura pas davantage de ressources propres, estime M. Schüssel

Devant la presse, à l'issue du débat, Wolfgang Schüssel a réitéré qu'il est favorable à une augmentation des ressources propres de l'UE. «Si nous ne commençons pas à parler des ressources propres, il ne sera plus possible de nous mettre d'accord sur des perspectives financières pour la période d'après 2014. Dans ce cas, nous allons nous entre-tuer lors des prochaines négociations, j'en suis profondément convaincu». Le relèvement des ressources propres de l'UE est une «solution raisonnable que tout partisan de l'idée européenne doit accepter». La Commission devrait faire des propositions lors de la révision en 2008/2009 «et je sais que sur ce sujet, M. Barroso est du même avis que moi», a dit M. Schüssel. «Je suis tout à fait d'accord», a ajouté le président du PE, Josep Borrell: «il faut changer la logique selon laquelle les membres du Conseil approchent le budget. Ce n'est plus possible de parler seulement en termes de soldes nets. (...) C'est ridicule», a-t-il lancé.

A propos des négociations interinstitutionnelles sur les perspectives financières, il sera *«très difficile» d'augmenter le plafond global des dépenses, mais «une certaine marge de manœuvre» existe sur la question de la flexibilité* et des mesures d'exécution du budget et *«dans tous ces autres domaines (autres que le plafond global), je vais m'engager très massivement afin que nous aboutissions à quelque chose, ensemble avec le Parlement européen»*, a assuré M. Schüssel. Le rejet massif de l'accord politique du Conseil européen par la plénière (voir autre nouvelle) *«n'est pas un refus catégorique»* mais le début d'une négociation qui ne portera pas seulement sur le volume global du cadre budgétaire, mais aussi sur les règles d'exécution du budget et sur la flexibilité, a déclaré pour sa part Josep Borrell. *«Nous parlerons avec le Conseil dans un esprit positif et avec la meilleure volonté d'arriver à un accord»*, a-t-il promis.

Sur l'élargissement, Wolfgang Schüssel a souhaité que la Commission développe des critères pour mesurer et évaluer la capacité d'absorption de l'UE. La capacité d'absorption est déjà depuis 1993 l'un des critères de Copenhague pour les élargissements, même si jusqu'ici elle n'a pas figuré au premier plan, elle devra être prise très au sérieux lors des prochaines adhésions, a souligné M. Schüssel.

Interrogé à propos de sa récente critique quant aux compétences *«trop étendues»* de la Cour européenne de justice (EUROPE N° 9101), le chancelier autrichien a souligné qu'il n'entend pas mettre en cause l'importance de la Cour, mais qu'il souhaite un *«équilibre»* dans sa jurisprudence. *«Dans les Etats membres, chaque Cour suprême maintient cet équilibre»*, et il faut donc qu'il y ait un débat *«au niveau juridique»* pour discuter, par exemple, de la possibilité d'introduire des périodes transitoires pour la mise en œuvre de certaines décisions (voir plus haut).